



Les pensées du biorégionalisme en France

Le rapport en question aux institutions (de savoirs et de pouvoirs)¹

1/ Filiations idéologiques du biorégionalisme : éco-anarchisme – territorialisme

Quiconque s'intéresse de près aux biorégions a pu constater ces dernières années une certaine inflation du sujet : beaucoup d'écrits et d'évènements, plusieurs dépositaires et des formations en ligne (pour parler de nouveaux rapports à la terre !). Or, dans cette inflation très française, il existe quelques spécificités et traits marquants : non seulement les pensées de la biorégion émanent pour beaucoup de scientifiques (*Un tout petit monde* selon David Lodge), mais surtout présentent des visages différents quant à leurs options et filiations, perspectives et propositions (lorsqu'elles existent). Pour faire court, deux filiations historiques existent, et globalement quatre positions sont défendues, au final de beaucoup différenciées par leurs rapports aux pouvoirs.

Tout d'abord, les filiations sont celles, souvent présentées, des biorégionalismes nord américain et nord italien. Globalement, et à très gros traits, le premier, nord-américain et éco-anarchiste (Sale, Berg, Dasmann, Goldhaft, Van Newkirk, Thayer, Moretti...), situe les cultures du vivant comme matrice de renversement du capitalisme - en prétendant en sortir par le débranchement et le refuge, compris comme bulle et brèche simultanément - lorsque le second, nord-italien et plutôt mue par le socialisme municipal, part des cultures territoriales installées pour les accompagner dans le changement, mais cette fois-ci en commuant intérieurement les cadres politiques institués, par la participation habitante notamment (Magnaghi, Fanfani, Poli, Paquot, Sinaï...).

Toute perspective écologique étant une construction politique plus ou moins articulée à la modernité, nous trouvons ici des lectures socio-historiques de ce qui fait relations nature-culture :

- ✓ le premier courant, éco-centré, propose de partir d'une nature comme bien commun, celle relevant (nous insistons), par l'origine même de la pensée biorégionale, d'une construction sociale et esthétique singulière : la *wilderness* des grands espaces, l'autochtonie des cultures premières ;
- ✓ lorsque le second, anthropo-centré, part des médiations politiques du territoire et des cultures en la matière, pour là aussi porter une acception particulière de la relation nature-culture, axant sur les paysages architecturaux et les patrimoines locaux, non sans lien là aussi avec sa région d'origine (la Toscane).

Toutefois, par-delà ces grandes différences pointées, un trait les unit particulièrement. Dans les deux cas, les savoirs scientifiques (pas les mêmes, certes) sont un centre de gravité remarqué, une matière à penser, une force de proposition.

¹ Augmenté de *Biorégion : pour une écologie politique vivante*, Carnets de la Décroissance, n°4, Ed. Aderoc, 2021, 64 p.

2/ Derrières des conceptions différentes de la nature : les relations savoirs-pouvoir

Pour le premier courant, les sciences de la nature et de la terre, matinales de géographie, sont épicentres pour le déploiement évoqué mais également pour les propositions radicales pouvant en découler, sur la base de connaissances particulièrement revendiquées, celles relatives aux fonctionnements écologiques. Pour le second, ce sont les savoirs de l'architecture et de l'urbanisme, voire de l'aménagement, qui servent de pygmalion, mais à faire évoluer, cette fois-ci de manière plus pragmatique et participative, avec plans d'intervention et programmes d'action en ligne de mire.

Partir des savoirs, qu'ils soient strictement scientifiques ou de gouvernement (cf. aménagement), est logique, dira-t-on, pour des courants émanant d'abord de chercheur·e·s en écologie, en géographie, en architecture... En tout cas, nous avons là de prime abord explication de la primeur donnée par les deux courants à un objet/enjeu environnemental en particulier : les problématiques de l'eau. Tous deux les jugent premières pour le devenir biorégional des territoires, que ce soit par des grands bassins versants d'un côté ou les questions d'agriculture fluviale de l'autre. Ces problématiques font l'objet d'attentions remarquées dans les mondes militants auxquels plusieurs des chercheur·e·s sont allié·e·s (bien plus que la question des forêts, par exemple). Et, plus encore selon nous, pour le cas de la France singulièrement, ces problématiques renvoient à une construction politique de la problématique de l'eau, entre institutions de régulation et dispositifs d'actions (ex : Agences de bassins), longueur des tuyaux et la ressource en eau comme bien commun vivrier.

Ainsi donc, au-delà des rapports à la nature et à la culture, une seconde clef de lecture apparaît, dans le droit fil du même partage de modernité. C'était déjà le sujet en 2016 des *Premières journées du Réseau français des Territorialistes* (<https://triangle.ens-lyon.fr/spip.php?article5764>) et des Ecoles d'hiver et d'été qui en ont suivi (<https://reseaudesterritorialistes.files.wordpress.com/2020/02/ecole-dc3a9tc3a9-des-territorialistes.-argumentaire-dc3a9taille3a9-vf-gfab2.pdf>). Il s'agit de la place accordée aux savoirs pour embrayer sur l'action (1), et ce faisant des relations aux pouvoirs que ces savoirs entretiennent pour y parvenir lorsque l'on est soi-même productrice et producteur de connaissances (2) ; ce qui, on l'aura compris, ne saurait être neutre quant aux rapports adoptés par chacune et chacun vis-à-vis de l'habiter des villes, en raison certes de l'idylle historique entre l'Académie et les Cités-Etats (avec place des universités et rôle des formations), mais plus encore du fait simplement d'y résider comme chercheur·e, avec l'entendement du monde pouvant en découler (3).

3/ Les quatre grandes positions biorégionales en France

C'est en fait à partir de cette autre clef de lecture, celle des savoirs comme pouvoirs d'agir, donc des connaissances pour le biorégionalisme, que l'on peut entrevoir finalement en France quatre positions partant de ces deux filiations. Réunissant à chaque fois des chercheur·e·s plus ou moins jeunes, nous exposons ces positions schématiquement et de manière croissante selon ce qui nous semble être leurs rapports critiques aux institutions et à leurs autorités :

- Approche institutionnelle : position adoptée par des Instituts de formation, qu'ils soient écoles d'architectures ou Institut d'urbanisme (ex : Bordeaux) et qui vise, à la suite d'Alberto Magnaghi et de la Société des territorialistes italiens, par les savoirs du paysage notamment, à intervenir auprès des acteurs avec les outils de l'action territoriale pour convertir en biorégion certains fragments métropolitains et leurs dépendances (cf. Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne)

- Approche urbaine : position défendue par la revue *Topophile* et l'Institut *Momentum*, elle-aussi à la suite d'Alberto Magnaghi et de la Société des territorialistes italiens, cherchant cette fois-ci, depuis les villes, notamment des grandes, à les fragmenter en faisant droit aux luttes intérieures mais en puisant également dans le ressort politique des expertises savantes (cf. contre-projet *Carma* dans le Triangle de Gonesse après abandon d'*Europacity*)
- Approche hydrologique : position mise en pratique par les éditions *Wildproject* et l'association *Hydromondes* vise quant à elle, à la suite cette fois-ci des dépositaires nord-américains, à recourir à la demande de groupements de communes ou d'autorités Départementales/Régionales pour mener des enquêtes immersives et des résidences d'artistes (autour des imaginaires de bassins-versants et de l'eau comme système de vie, notamment) afin d'enrôler le système d'acteurs dans une bifurcation/redirection territoriale (Agglomération d'Uzès)
- Approche post-urbaine : position développée par le Réseau des territorialistes et le Mouvement pour une société écologique du post-urbain, qui vise, elle-aussi à la suite des écrits nord-américains, à épauler les initiatives alternatives locales, déjà dépositaires de leurs propres savoirs et savoir-faire, pour s'allier et se constituer en biorégion post-urbaine d'abord en marge et aux marges des institutions, sur la base de leur habiter écologique et rural ainsi que de leurs expériences politiques d'interpellation ou de luttes (ex : Université Rurale des Cévennes).

4/ Les premières questions à se poser pour s'intéresser sérieusement aux biorégions

Bien évidemment, cette catégorisation est elle-même le fait d'une représentation. Celle aussi de chercheur-e-s travaillant depuis une petite quinzaine d'années sur le sujet. Cette catégorisation devra donc être questionnée, amendée au gré des expériences relayées et des affinités. Toutefois, il existe bien quelques lignes de démarcation dévoilant un arrière plan du partage nature-culture, arrière-plan fort bien renseigné par la philosophie politique : les rapports entre savoirs et pouvoir. La catégorisation proposée démarque bien :

- ✓ le type de savoirs mobilisés (des savoirs institués aux savoirs situés, des connaissances scientifiques aux connaissances vernaculaires).
- ✓ le type de pouvoirs visés (des pouvoirs installés, à forte base institutionnelle aux engagements moins formalisés, plus micro-politiques, voire infra-politiques)
- ✓ ce qui, compte tenu des liens historiques entre villes et politique, n'est pas sans aussi dévoiler des positions différenciées sur les formes d'habiter visées.

Dès lors, pour clore momentanément le propos, lorsque Thierry Paquot nous dit « *L'urbanisme ne résiste pas à la biorégion urbaine, il s'écologise, récuse les impératifs énergivores du productivisme et la hiérarchisation arbitraire imposée par la technocratie...* », il faudra qu'il nous dise comment l'urbanisme, comme savoir de gouvernement, pourrait muter sans changer acteurs, dispositifs et outils d'intervention, et plus encore visions écologiques et rapports aux densités humaines. Par le soulèvement des masses urbaines ? Elles n'ont pourtant rien de biorégionales dans leurs habitudes et comportements, dans leur habiter et même finalement dans leurs formes d'engagement. Il faut accéder aux ressources et à l'humilité du vivant pour ce faire. A moins que cela soit encore et toujours par les savoirs installés, les pouvoirs institués, tout ceci venant de l'urbain densifié (en faisant toutefois nouvellement le pari participatif des habitant.es, mais sans plus de liens directs au vivant du fait même des vies très artificielles de l'urbanité).

Voilà donc deux questions à se poser systématiquement lorsque l'on décide de s'intéresser sérieusement aux biorégions :

1. Quels sont les savoirs pertinents pour s'engager et faire biorégion (enjeux, sujets...), qui en sont les porteurs légitimes et quelles en sont déjà peut-être les démarches premières (sans pour autant se réclamer de la notion) ?
2. Quels sont les acteurs établis (type, échelle, compétences...) vis-à-vis desquels se positionner (avec, contre, aux côtés), pour quel périmètre biorégional, et pour quels pouvoirs et organisation au final ?